

Ouyahia : un impôt sur la fortune dans l'avant-projet

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4286 - Jeudi 28 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Décès d'une parturiente avec son bébé à Djelfa

Un an de prison dont deux mois ferme à l'encontre de la gynécologue

Page 24

«Les risques inflationnistes de ce financement sont très maîtrisables»

Raouia et la Banque d'Algérie assument la planche à billets

Page 3

La maturité kurde

Par Mohamed Habili

Le pourcentage de oui au référendum des Kurdes irakiens pour l'indépendance n'est pas encore annoncé officiellement au moment où ces lignes sont écrites, mais tout indique qu'il sera fort élevé, dépassant de plusieurs points celui de la participation, dont on connaît à tout le moins l'ordre de grandeur. Celui-ci serait supérieur à 70%. Irbil a commencé par annoncer les deux chiffres en même temps, celui de la participation et celui du oui, qui aurait quant à lui dépassé les 90%. Puis, bizarrement, les autorités kurdes ont fait savoir que ce taux d'approbation n'est pas de leur fait, et que de toute façon le dépouillement n'est pas encore terminé, encore que la participation soit bien celle qui avait été donnée. On a l'impression qu'elles ressentent de l'embaras à rendre public un chiffre trop élevé pour faire vrai, serait-il en l'espèce la vérité même. 90%, ou plus, sonne faux, quand bien même il serait le pur produit des urnes. Or ce qui est malsonnant pourrait bien se révéler provocateur. Ce qui n'est pas du tout l'intention des Kurdes irakiens. Leur but est de se séparer de l'Irak, en aucune façon de le provoquer, d'autant plus qu'il ne demanderait qu'à l'être, pour pouvoir se débarrasser de ses propres scrupules. Déjà que sans cela Bagdad exige que soit remis à sa disposition tous les aéroports du Kurdistan. Ce ne serait pas habile dans ces conditions de lui infliger tout à trac des chiffres blessants. Il faut un minimum de préparation psychologique pour faire passer la pilule amère.

Suite en page 3

Le Conseil d'affaires algéro-américain explique le recul

Baisse des investissements US dans le secteur pétrolier en Algérie



PH.D. R.

Les investissements dans le secteur du pétrole des compagnies américaines ont enregistré une baisse significative ces dernières années. Le président du Conseil d'affaires algéro-américain explique ce recul par le ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale, et que les USA, pays importateur d'hydrocarbures, sont devenus, depuis, exportateurs. Lire page 2

Pour réguler le flux migratoire d'ici à deux ans

L'Europe s'apprête à accueillir 50 000 réfugiés

Page 2

Journées du rire et du monologue à Tissemsilt

La manifestation s'ouvre aujourd'hui

Page 13

Le Conseil d'affaires algéro-américain explique le recul

Baisse des investissements US dans le secteur pétrolier en Algérie

■ Les investissements dans le secteur du pétrole des compagnies américaines ont enregistré une baisse significative ces dernières années. Le président du Conseil d'affaires algéro-américain explique ce recul par le ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale, et que les USA, pays importateur d'hydrocarbures, sont devenus, depuis, exportateurs.

Par Louiza Ait Ramdane

La coopération Algérie-USA dans le domaine agricole (100 milliards de dollars d'investissement) et celui des hydrocarbures (2,3 milliards de dollars, contre 19 milliards de dollars en 2008), indique le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smaïl Chikhoun, imputant la baisse des investissements américains dans le domaine des hydrocarbures par un ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale.

«Il faut considérer ce qui se passe à l'échelle mondiale. Le recul n'est pas propre à l'Algérie. L'économie mondiale a connu également un ralentissement de la croissance», explique-t-il.

Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Smaïl Chikhoun fait remarquer que l'Algérie a exporté vers les USA des produits d'un montant de 3,2 milliards de dollars. Parmi ces produits, l'intervenant cite les hydrocarbures, les produits chimiques et les fertilisants, en particulier.

En plus de la coopération bilatérale en matière de santé et de production de médicaments, le président du Conseil d'affaires algéro-américain évoque celle développée dans l'agriculture par le biais de deux mégafarmes agricoles en zones sahariennes.

Il signale, à cet effet, que celles-ci vont réaliser une première récolte de 500 hectares plantés en semence de pomme de terre, dans le courant du mois



d'octobre, et qu'elles s'apprentent à planter des superficies équivalentes en blé et en maïs.

L'intervenant annonce, par ailleurs, le lancement de «clusters» (groupement d'entreprises) spécialisés dans la recherche en matière de santé, dont le premier sera implanté à Alger puis multiplié dans d'autres wilayas, pour y développer des activités liées à l'électronique, l'automobile et les

pièces détachées, ou bien encore à l'exploitation de l'énergie solaire. «Nous sommes actuellement en train de lancer un cluster sur la santé basé à Alger, ensuite on se dirige vers d'autres wilayas.

Un cluster électronique au niveau de Bordj Bou-Arréridj et Sétif, un cluster automobile et pièces détachées à Oran, à Béjaïa et Biskra un cluster pour

l'agroalimentaire», fera savoir l'invité de la rédaction de la Chaîne III.

Concernant les importations de l'Algérie pour les USA, lors de son intervention, Smaïl Chikhoun rappelle que durant 2016, l'Algérie a importé des Etats-Unis pour plus de deux milliards de dollars de céréales, d'appareils de forage, d'avions de ligne, de machines industrielles et de

fruits secs. A l'effet d'examiner d'autres secteurs susceptibles de faire l'objet d'une coopération bilatérale, l'invité de la Radio nationale fait état d'une prochaine visite, en Algérie, d'une mission américaine de prospection, au cours de laquelle doivent être conclus deux accords de partenariat industriel.

L. A. R.

Pour réguler le flux migratoire d'ici à deux ans

L'Europe s'appête à accueillir 50 000 réfugiés

En vue d'un contrôle sur les nouvelles vagues migratoires qui secouent l'Europe ces dernières années, la Commission européenne a annoncé, hier, la mise en place d'un nouveau programme de réinstallation de réfugiés. Celui-ci permettra d'accueillir 50 000 autres personnes dans l'UE durant les deux prochaines années, notamment depuis des pays d'Afrique du Nord. La Commission recommande un nouveau programme de réinstallation qui acheminera au moins 50 000 des personnes les plus vulnérables ayant besoin d'une protection internationale vers l'Europe au cours des deux prochaines années, a indiqué l'exécutif européen dans un communiqué. Selon la Commission, l'accent doit davantage porter sur la réinstallation des personnes vulnérables en provenance d'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique. Les pays à l'instar de la Libye, de l'Egypte, du Niger, du Soudan, du Tchad et de l'Ethiopie, sont les plus concernés. Néanmoins, la Commission

européenne estime que les réinstallations depuis la Turquie et le Moyen-Orient doivent se poursuivre pour offrir des alternatives viables, sûres et légales à ceux qui risquent leur vie entre les mains des réseaux criminels de passeurs. Ce phénomène qui a pris de l'ampleur ces derniers temps est, pour rappel, devenu un fléau mondial dont la préoccupation touche plusieurs pays. De fait, un budget de 500 millions d'euros à titre d'aide aux efforts de réinstallation des Etats membres a été mis en réserve par l'exécutif européen. Cette somme a été déboursée afin d'encourager les Etats à offrir plus de places d'accueil. Contrairement au programme de relocalisation de demandeurs d'asile depuis l'Italie et la Grèce, arrivé à échéance le 26 septembre 2017, le nouveau programme annoncé hier n'instaure pas de quotas obligatoires, mais relève de la bonne volonté des Etats membres à accueillir des réfugiés. C'est dans ce sens que la Commission encourage les Etats membres à mettre en place des pro-

grammes de parrainage privé. Lesquels permettraient à des groupes privés ou à des organisations de la société civile d'organiser et de financer des réinstallations conformément à la législation nationale. L'exécutif européen a proposé également de coordonner et de soutenir financièrement des projets pilotes pour la migration légale avec les pays tiers. Ce sur quoi ils ont exhorté le Parlement européen et le Conseil à parvenir rapidement à un accord et adopter sa proposition d'une révision de la carte bleue européenne. Rappelons que celle-ci vise à améliorer la capacité de l'UE à attirer et à retenir les travailleurs hautement qualifiés. A ce propos, selon des données publiées par la Commission, plus de 29 000 personnes ont été relocalisées à ce jour par l'UE depuis l'Italie et la Grèce. Quelque 37 000 autres personnes, arrivées dans les mêmes pays jusqu'à la date du 26 septembre, devraient également être effectivement relocalisées dans le cadre de l'ancien programme.

Dimitris Avramopoulos, commissaire pour la migration, appelle à plus de solidarité

Le commissaire pour la migration, les affaires intérieures et la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a exhorté les Etats membres à continuer à faire preuve de solidarité à l'égard des Etats membres les plus touchés. Toutefois, il précise qu'il faut trouver rapidement le juste compromis sur la réforme du régime d'asile européen commun.

«Nous devons aussi proposer de véritables alternatives aux voyages périlleux entrepris par des voies irrégulières. Il est dès lors essentiel d'investir dans des voies plus légales, tant pour ceux qui recherchent une protection que pour ceux qui souhaitent suivre des études ou travailler dans l'UE», a-t-il plaidé lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

Yacine Djadel

«Les risques inflationnistes de ce financement sont très maîtrisables»

Raouia et la Banque d'Algérie assument la planche à billets

■ Le ministère des Finances tout comme la Banque d'Algérie tentent de dédramatiser le recours à la planche à billets, mesure annoncée par le Premier ministre dans le plan d'action du gouvernement, devant permettre au développement économique du pays de poursuivre son rythme. Même si tous les deux reconnaissent le risque inflationniste de ce mode de financement, il sera, selon eux, contenu par les différentes mesures proposées par le gouvernement pour accompagner et cadrer la masse monétaire engendrée.

Par Lynda Naili

A ce titre, dans un exposé détaillé sur la situation financière et économique actuelle du pays, fait avant-hier devant la Commission des finances et du budget de l'APN à l'occasion de la présentation du projet de loi complétant et modifiant l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit autorisant le Trésor public à s'endetter directement auprès de la Banque d'Algérie, Abderrahmane Raouia, ministre des Finances, soulignant que ce projet de loi a été élaboré dans «une conjoncture économique et financière particulière», a assuré que le risque d'inflation, conséquence du recours au financement non conventionnel, fera l'objet d'un contrôle «rigoureux». Il affirmera que l'utilisation du financement non conventionnel sera encadrée et que chaque retrait sera soumis à un «contrôle minutieux». En outre, relevant qu'une commission placée sous l'autorité de son département ministériel assurera le contrôle et le suivi de mise en œuvre dudit financement, il dira que les besoins financiers en la matière à émettre seront fixés annuellement sur la base du déficit financier suivant un programme tracé par le gouvernement.

Un projet d'une loi organique «important» prochainement pour plus de transparence

A ce propos, il annoncera la présentation prochaine, auprès du gouvernement, d'un projet d'une loi organique «importante» à même de rajouter plus de transparence dans la gestion et la maîtrise des dépenses publiques. En outre, Raouia rappellera, tel que l'avait annoncé le Premier ministre, que l'émission



P.V.D. R.

de cette masse monétaire sera accompagnée par un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires à même de rétablir d'ici à cinq ans, échéance donnée à ce mode de financement, les équilibres du budget de l'Etat et de la balance des paiements.

Parallèlement à ces réformes, outre l'introduction de nouveaux produits bancaires dits produits islamiques et le développement des produits d'assurance, l'Etat poursuivra sa politique de mobilisation des ressources internes, de rationalisation des dépenses et l'amélioration de la programmation du budget. De plus, l'Etat travaillera pour un meilleur recouvrement fiscal et à l'élargissement de l'assiette fiscale.

Pour sa part, Saïd Maherzi, vice-gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), écartera lui aussi

l'effet «explosif de l'inflation» qui serait engendré par le recours à la planche à billets. «Les risques inflationnistes de ce financement sont maîtrisables, très maîtrisables», dira-t-il lui aussi devant la Commission des finances et du budget de l'APN, lors du débat autour du projet de loi portant amendement de l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit. Pour lui, une explosion de l'inflation est généralement due à la création monétaire qui n'est pas associée à une croissance réelle du PIB.

Or, poursuivra-t-il, le plan d'action du gouvernement prévoit une série de mesures, dont celles budgétaires qui garantissent un plafonnement des dépenses publiques, une rationalisation des subventions, une croissance soutenue de la fiscalité ordinaire.

Poursuivant son argumentation, il estimera que ce mode de financement permettra une croissance du PIB (produit intérieur brut) en hors hydrocarbures, ce qui par conséquent devra absorber la demande induite par l'augmentation de la masse monétaire.

A cela, il ajoutera qu'à terme la rationalisation des dépenses budgétaires de l'Etat mènera forcément, par la réduction graduelle du recours par le Trésor, aux prêts directs de la BA. «Ce qui serait inquiétant n'est pas le principe de recourir à ce financement mais le fait d'y recourir de manière abusive et démesurée. Pour ça, il ne faut pas s'alarmer car le gouvernement est plus que jamais conscient de la nécessité de rationaliser les dépenses publiques», soulignera-t-il

L. N.

M. H.

Loi de finances 2018

Ouyahia : un impôt sur la fortune dans l'avant-projet

Un impôt sur la fortune sera proposé dans l'avant-projet de loi de finances 2018, a indiqué hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la nation soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement. Le Premier ministre a précisé qu'il s'agirait d'une introduction d'un impôt sur la fortune «d'une manière plus directe», tout en ajoutant qu'il existe déjà un impôt sur le patrimoine. M. Ouyahia a aussi tenu à souligner

que par ses barèmes, cet impôt sur la fortune «ne concernera pas 90% des Algériens».

«Les réserves algériennes en or à plus de 6 milliards de dollars»

Les réserves de l'Algérie en or représentent actuellement l'équivalent de plus de six milliards de dollars, a indiqué hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la nation



P.V.D. R.

soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement. Ce montant vient en plus des réserves de change qui sont de l'ordre de 102 milliards de dollars en septembre en cours, a-t-il ajouté. Selon le Premier ministre, ce montant des réserves algériennes en or est «le résultat de la sagesse» de Kaid Ahmed qui, en tant que ministre des Finances (au milieu des années 60), avait acquis ces quantités qui ont pris de la valeur avec le temps.

K. L.

LA QUESTION DU JOUR

La maturité kurde

Suite de la page une

De là, probablement, une première annonce, pour ce qui est du oui, suivie aussitôt d'un démenti... en forme de confirmation. On voit sur ce détail toute la stratégie qu'Irbil compte déployer pour amener Bagdad à accepter l'inacceptable, c'est-à-dire leur séparation. Messaoud Barzani avait, à vrai dire, annoncé la couleur lors de la conférence de presse tenue la veille du référendum : il s'est engagé à cette occasion à ne pas répondre aux attaques du Premier ministre irakien, de ne jamais se départir pour ce qui le concerne du langage qu'il convient d'employer avec un ami. A aucun moment, Barzani n'a seulement laissé entendre que les Kurdes se défendraient s'ils étaient agressés. Au contraire, il a écarté d'un revers de main la possibilité que Kurdes et Irakiens en viennent un jour à cette extrémité. Il n'a pas non plus estimé concevable que l'armée turque et les peshmergas puissent s'affronter. Ils s'estiment trop pour en arriver là. Les militaires turcs sont les instructeurs des peshmergas, ils se connaissent trop les uns les autres pour se mettre du jour au lendemain à s'entre-tuer. Le message de Barzani est clair : les peuples voisins ont trop d'amitié pour nous pour que leurs Etats puissent les jeter contre nous. Les Kurdes, en tout cas, ne feront ni ne diront rien qui puisse leur aliéner cette amitié. Libre à Bagdad, à Ankara, à Damas, à Téhéran, de se répandre en imprécations contre eux, eux non seulement ne répondront pas, mais oublieront aussitôt tout le mal qu'on aura dit d'eux. Ils ne se laisseront pas entraîner sur les sentiers de la violence, quoi qu'on fasse pour cela. N'ayant commis aucun crime en voulant leur indépendance, ils n'imaginent pas que les peuples de la région les vouent néanmoins aux gémonies, les laissant massacrer, ou ce qui revient au même, réduire à la famine. N'est-ce pas qu'un peuple faisant preuve d'une telle maturité mérite d'être indépendant ?

Lancement d'un programme de promotion

Tassili N'Ajjer, une des destinations les plus prisées du tourisme algérien

■ *Intervenant à la veille de la «Sbeiba» qu'accueille Djanet dimanche, ce programme vise à faire découvrir davantage cette destination.*

Par Adéla B.

Un riche programme médiatique de promotion du tourisme saharien et de la destination touristique du Tassili N'Ajjer (wilaya d'Illizi) vient d'être lancé, a-t-on appris mercredi auprès de l'office national algérien du tourisme (ONAT). Intervenant à la veille de l'ouverture de la saison touristique saharienne, mais aussi de la célébration de la fête culturelle de la «Sbeiba» qu'accueille Djanet dimanche prochain, ce programme vise à faire découvrir davantage cette destination, l'une



des plus prisées du tourisme algérien, a indiqué à l'APS le directeur de la communication de l'ONAT, Adel Gana. L'initiative comprend un Eductour de près d'une semaine dans divers sites

touristique que recèle la perle du Tassili Djanet, en plus de l'implication des divers médias dans la promotion de cette destination et la vulgarisation des potentialités et services offerts par l'ONAT

pour la promotion des activités touristiques, a-t-il expliqué. Le programme vise, en outre, à faire connaître et découvrir le patrimoine culturel matériel et immatériel que renferme le plus grand

musée à ciel ouvert (Tassili), sachant que le choix s'est porté, pour ce début de saison touristique, sur la ville de Djanet l'enchanteuse, une destination privilégiée pour de nombreux algériens, avant d'organiser des circuits vers d'autres destinations à travers le pays, a-t-il ajouté. Le programme en question cible les différentes catégories de la société (les familles, les jeunes et autres), auxquelles seront proposés des tarifs concurrentiels et à la portée de tous, en plus d'un accueil et hébergement dans la résidence de l'ONAT sur les hauteurs de Djanet, révèle le même responsable. Pour les amateurs d'aventure et de découverte, il est proposé également des circuits avec hébergement en plein air à travers divers sites, dans le but d'encourager le tourisme d'aventure qu'apprécient plus particulièrement les jeunes, avec en plus des soirées artistiques animées par une pléiade d'artistes locaux pour agrémenter leur séjour, a fait savoir également M.Gana.

A. B./APS

Constantine : plus de 5 000 nouveaux inscrits

Engouement pour les cours d'alphabétisation

Plus de 5 000 nouveaux inscrits aux cours d'alphabétisation ont été recensés dans la wilaya de Constantine, au titre de la rentrée scolaire attendue le 2 octobre prochain, a indiqué mercredi à l'APS le directeur local de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA). L'encadrement pédagogique de cette catégorie de scolarisés est assuré par 310 enseignants qui ont

bénéficié, avant leur prise de fonction, d'une formation spécialisée axée sur la psychologie et la pédagogie de l'enseignement pour adultes, a affirmé Hocine Hemadi. Il s'agit, a-t-il expliqué, de 230 enseignants contractuels et de 80 autres recrutés dans le cadre de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), selon la même source. Le nombre de nouveaux inscrits recensés depuis le lancement de la période

de des inscriptions au début du mois de septembre en cours est estimé à 4 000 personnes, a souligné le responsable. Des campagnes dédiées à la lutte contre l'analphabétisme, animées par des enseignants de l'ONAEA en étroite collaboration avec les représentants de la société civile, se déroulent depuis le mois dernier à travers l'ensemble des communes de la wilaya notamment des zones rurales

enclavées, afin d'attirer le maximum d'apprenants, a-t-il ajouté. Dans la wilaya de Constantine, le nombre des personnes libérées du spectre de l'analphabétisme durant la saison scolaire 2016-2017 a atteint 1 500 personnes, dont une majorité de femmes, a-t-on signalé des responsables de l'antenne locale de l'ONAEA.

Safia G.

Médéa

La fabrication de «Rob», un métier en voie de disparition

La fabrication de «Rob», suc épuré, obtenu de la variété de raisin, le «Cinsault», est en voie de disparition à Médéa où il ne subsiste que quelques rares artisans, qui tentent de préserver, tant bien que mal, ce métier transmis de génération en génération. Très répandu autrefois à Médéa, Benchicao, Si-Mahdjoub et Tizi-Mahdi, région à vocation vinicole par excellence, le métier de fabrication de Rob, a commencé à être progressivement abandonné par beaucoup d'artisans, qui, avec l'âge, éprouvaient d'énormes difficultés à poursuivre ce métier, outre la baisse des entrées d'argent qui finit par démotiver le plus passionné d'entre eux. L'activité de transformation de raisin, héritée de l'époque ottomane, est un métier qui s'exerçait en famille, de façon artisanale et limitée, en termes de production et de temps. Une dizaine de familles d'artisans, parmi lesquelles les Ould-khaoua, installées au centre-ville de Médéa, assuraient l'essentiel de la production de Rob commercialisée, aussi bien dans l'ancienne capitale du Titteri, qu'au niveau de certaines villes du centre du pays, telles que Bliida ou Khemis-Meliana. Héritières de ce savoir-faire ancestral, qui faisait autrefois la fierté des artisans locaux, ces familles transformaient leur demeure, au début de chaque saison de récolte de vigne, en véritable atelier de fabrication. Le même équipement rudi-

mentaire utilisé jadis par leurs aïeux, composé de marmites pour faire bouillonner les raisins, d'une poêle à feu et d'ustensiles pour égoutter le mélange de raisin sert toujours à la fabrication du Rob. Le métier a continué à être exercé de manière artisanale, comme beaucoup d'autres métiers qui ont fini par disparaître, comme la sellerie, la distillation de fleurs ou la teinture de laine, qui étaient très connus à la fin du 19^e siècle, début du 20^e siècle. La

fabrication, qui durait en moyenne, près d'un mois, le temps nécessaire pour la maturation du suc de raisin, requiert de la patience, comme le souligne Mohamed Ould-khaoua, ancien artisan, aujourd'hui, à la retraite, mais également de la passion pour cette activité, à laquelle il consacrait des journées entières. Ce métier exige énormément d'efforts et de sacrifices, c'est un métier très prenant, pénible, mais passionnant. Il suffit d'aimer ce qu'on fait

et mettre tout son cœur au travail pour obtenir le meilleur produit. «Telle est ma satisfaction qui m'a incité à exercer ce métier durant plus de quatre décennies», a-t-il confié à l'APS. «Si certains artisans, au demeurant très rares, essayent de pérenniser ce métier et d'éviter sa disparition, c'est surtout par passion et le sentiment de contribuer au maintien d'un legs familial ancestral», a-t-il fait observer.

D. F.

Algérie Poste

Une application permet aux clients de retirer l'argent de leurs époux

LES CLIENTES d'Algérie Poste, titulaires d'une carte nationale d'identité biométrique, pourront dès la semaine prochaine, retirer l'argent de leurs époux au niveau des agences d'AP, et ce, grâce à une nouvelle application électronique présentée mercredi à Alger et qui a été développée conjointement par la Direction des titres et documents sécurisés du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et Algérie Poste. «L'épouse n'aura plus de difficultés au niveau des guichets d'Algérie Poste à retirer l'argent de son époux grâce à la solution technique, opérationnelle dès la semaine prochaine, et qui permet d'afficher électroniquement au niveau des agences d'Algérie Poste les noms et prénoms de l'époux de la cliente», a expliqué Hacene Boualem de la direction des titres et documents sécurisés. Le même responsable a indiqué que cette action «vient suite aux instructions du ministre de l'Intérieur relatives à la délivrance de la carte nationale d'identité biométrique au moment du renouvellement de l'ancienne carte», ajoutant que cette opération «sera suivie par d'autres dans la même finalité consistant à offrir davantage de services électroniques». Il a également mis en évidence, dans son intervention, la détermination des pouvoirs publics à «poursuivre le développement des services électroniques afin de parvenir à une administration numérisée à 100% (e-administration), et aussi travailler en coordination avec les autres secteurs à l'effet de leur fournir des informations de l'identité digitale (authentification forte) devant permettre de créer la confiance entre le citoyen et les fournisseurs de services», ajoutant que d'autres opérations similaires et touchant divers secteurs «seront lancées prochainement». Pour sa part, le directeur informatique par intérim au niveau d'Algérie Poste, Salem Guesmi, a souligné que cette application a été conçue pour «permettre de récupérer toutes les données inscrites sur la carte biométrique mais qui ne sont pas affichées (elles sont stockées dans la puce)». Cette application «est venue remédier au fait que la carte nationale biométrique n'affiche pas les nom et prénom de l'époux», a-t-il ajouté, relevant que le nouveau service «sera assuré dans des agences pilotes comme première étape avant de passer à sa généralisation à travers toutes les agences d'Algérie Poste».

H Y

Mercredi à Londres

Le pétrole recule à 57 dollars

■ Les prix du pétrole ont encore reculé légèrement mercredi en cours d'échanges européens dans un marché hésitant avant la publication hebdomadaire du Département américain de l'Energie sur les données des réserves des Etats-Unis.

Par Salem K.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 57,87 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 57 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédaient 19 cents à 51,69 dollars. Après avoir grimpé lundi puis reculé mardi, les cours hésitaient mercredi, commençant la journée en hausse avant d'effacer leurs gains. «Le Brent reste au dessus de ses plus bas de la veille, dopé par une baisse inattendue des réserves américaines de brut, selon les données de l'API» (American Petroleum Institute, fédération



professionnelle), a noté Michael van Dulken, analyste chez Accendo Markets. «Selon l'API, les stocks américains de brut ont reculé de 761 000 barils la semaine dernière. Mais le nombre de barils transformés par les raffineries a augmenté (...), et la baisse des réserves tous types de pétrole confondus est faible», ont tempéré les analystes de

Commerzbank. La publication de l'API est jugée moins fiable que les données officielles du DoE, qui seront publiées en cours de séance européenne. Les analystes attendent une hausse de 3,1 millions de barils des réserves de brut, une baisse de 750 000 barils des réserves d'essence et une baisse de 2,05 millions de barils des réserves de

produits distillés, selon un consensus d'analystes publié par l'agence Bloomberg. «Une hausse (des stocks de brut) moins marquée que prévu, ou même une baisse inattendue, pourrait aider le WTI à reprendre sa hausse», a jugé Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. «Cependant, une hausse des

réserves d'essence ou de la production de brut aux Etats-Unis pourrait freiner la hausse des prix. Lors du dernier rapport, la production américaine frôlait son plus haut de 2015», ont rappelé les analystes de Commerzbank.

S. K./APS

Devises

L'euro baisse face à un dollar porté par la Fed

L'euro creusait ses pertes mercredi face à un dollar porté par des propos de la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed) Janet Yellen, qui ont alimenté l'idée qu'une hausse des taux d'intérêt américains est à attendre en décembre. L'euro valait 1,1743 dollar - après être tombé à 1,1731 dollar, son niveau le plus faible en plus de cinq semaines - contre 1,1791 dollar mardi soir. La monnaie unique européenne tentait de se reprendre face à la devise japonaise, à 132,60 yens pour un euro contre 132,32 yens mardi soir. Le billet vert aussi montait face à la monnaie nipponne, à 112,94 yens pour un dollar, grimpant même à 112,95 yens, son niveau le plus fort depuis mi-juillet - contre 112,23 yens mardi. «Le dollar a reçu une injection de stéroïdes de Janet Yellen mardi soir», a observé Connor Campbell, analyste chez Spreadex. Dans

un discours devant la conférence économique à Cleveland (Ohio), M^{me} Yellen a déclaré que si un resserrement «progressif» de la politique monétaire «est approprié», «il faut se méfier de ne pas agir trop progressivement non plus». Elle a également reconnu que le taux bas de l'inflation était «un mystère», tout en apparaissant persuadée que son faible niveau était «probablement temporaire». «M^{me} Yellen est même allée jusqu'à dire qu'il serait imprudent d'attendre que l'inflation accélère au niveau cible de 2% pour relever les taux d'intérêt», a relevé Connor Campbell. «Ces propos renforcent considérablement la probabilité de voir une nouvelle hausse de taux d'ici à la fin de l'année, les analystes choisissant dans l'ensemble décembre et non novembre comme la date la plus probable», a noté l'analyste. «Evidemment, le dollar a sauté de joie» après les commen-

taires de M^{me} Yellen et continuait à grimper mercredi, a poursuivi M. Campbell. La hausse des taux d'intérêt américain rend le billet vert plus rémunérateur et donc plus attractifs pour les cambistes qui cherchent à effectuer des achats à bon compte dans l'attente d'une telle action. En outre, les cambistes attendaient mercredi des détails sur les projets de baisses d'impôt voulues par le président américain Donald Trump. Il a en effet promis mardi de dévoiler les grandes lignes de la réforme fiscale qu'il appelle de ses vœux et grâce à laquelle il espère donner une nouvelle impulsion à une présidence en manque d'avancées législatives de taille. «Les investisseurs vont vouloir entendre une liste d'actions concrètes plutôt qu'une nouvelle liste de souhaits», a commenté Konstantinos Anthis, analyste chez ADS Securities. Mais «si le président Trump confirme les attentes

et fournit un plan exhaustif de réforme des impôts, le dollar pourrait accentuer ses gains», a-t-il prévenu. De son côté, l'euro restait sous la pression d'un risque politique accru après les élections de dimanche en Allemagne, qui ont vu une forte poussée de l'extrême-droite et une victoire en demi-teinte du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel qui rend difficiles les négociations en vue de la formation d'un gouvernement de coalition. «Mais étant donné les fondamentaux de l'euro, ces pertes ne devraient pas durer trop longtemps, car la BCE (Banque centrale européenne) devrait bientôt mettre un terme à ses rachats d'actifs, ce qui équivaudrait à un resserrement monétaire et pourrait raviver la demande dans la monnaie unique», a estimé Konstantinos Anthis.

Halim N.

Finances/Selon l'assureur Allianz

Hausse des patrimoines financiers dans le monde à 170 000 milliards de dollars

La richesse brute des ménages, y compris les dépôts bancaires, l'épargne retraite, les actions, mais pas l'immobilier, a augmenté l'an dernier de 7,1% dans le monde, au niveau record 170 000 milliards d'euros, selon l'assureur Allianz. Avec l'affaiblissement de la croissance en Chine, le Brexit et l'avenir de l'Europe et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, «2016 aura été une année particulièrement turbulente au plan politique, mais l'évolution de la richesse privée n'en a pas souffert», selon le communiqué d'Allianz, présentant

mercredi la 8e édition de son rapport sur la richesse des ménages. Près de 70% de cette croissance repose sur l'augmentation de la valeur des actifs financiers (actions, obligations...) en portefeuille, et 30% seulement de la hausse est liée à un effort d'épargne des ménages. Les pays d'Asie - sans le Japon - affichent une augmentation brute du patrimoine de 15%, soit le triple du score européen (+4,7%). En tenant compte des dettes, qui ont aussi augmenté de 5,5% soit, pour la première fois depuis 2009, plus vite que le

PIB (4,5%), la richesse nette des ménages a progressé de 7,6% en 2016 dans le monde, atteignant un nouveau record à 128,5 milliards d'euros. Le taux d'endettement monte de façon inquiétante en Asie, souligne Allianz, alors qu'il remonte lentement Europe «moins du fait de la politique monétaire de la Banque centrale européenne qu'en raison d'un nouveau recours à l'endettement après un mouvement de consolidation dû à la crise», souligne Michael Heise, chef économiste chez Allianz. En prenant la richesse nette

par tête, elle atteint 177 210 euros aux Etats-Unis, détrônant la Suisse (175 720 euros) en tête du classement en raison d'un glissement des taux de change. La France a perdu quatre places depuis l'an 2000, figurant au 15e rang avec une moyenne de 56 040 euros, mais encore devant l'Allemagne stable au 18e rang, avec 49 760 euros par habitant. La répartition des richesses est loin d'être égale dans le monde, avec 10% des personnes les plus riches qui détiennent 79% du gâteau en 2016.

R. E.

Mila

Début d'exploitation du périmètre d'irrigation de Teleghma

■ Le périmètre d'irrigation agricole de Teleghma (wilaya de Mila) vient d'entrer en phase d'exploitation partielle après l'achèvement de ses travaux, a indiqué le chef de service irrigation à la direction de wilaya des ressources en eau.

Ph. > D. R.



Par Safir I.

L'opération concerne actuellement 2 142 hectares de ce périmètre qui s'étend au total sur 4 447 hectares répartis sur les communes d'Oued El Athmania, Oued Seggan, Teleghma et Mechira, a précisé la même source qui a souligné que la direction des ressources en eau a invité dans ce cadre 150 agriculteurs (dont 70 à Oued El Athmania) à se rapprocher de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) de Teleghma pour signer les actes de concession leur permettant d'irriguer leurs terres sur le périmètre.

L'exploitation totale de ce périmètre dont le coût d'aména-

gement dans le cadre du système de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun a atteint 4 milliards DA devra être atteinte "d'ici avril 2018" à condition que les agriculteurs respectent leurs engagements, a souligné le même cadre.

Lors de son inspection récente de ce périmètre, le wali de Mila, Ahmouda Ahmed Zineddine, a insisté sur la mise en service de ce projet «fin septembre» pour répondre à la demande des agriculteurs en eau.

Appelé à recevoir annuellement 38 millions m³ du barrage de Béni Haroun et à favoriser la création de 15 000 emplois permanents et saisonniers, ce périmètre devra consolider considérablement la production agricole dans cette région déjà connue pour être une importante zone de culture de l'ail, de la pomme de terre, des carottes en plus des céréales, a soutenu le même cadre.

Une commission de suivi de ce périmètre et de la saison agricole sera prochainement installée.

Un total de 40 000 hectares de terres agricoles devrait être, à terme, irrigué par le complexe hydraulique du barrage de Béni Haroun, est-il indiqué.

S. I./APS

Hani Y.

Création prochaine

Une base de données sur les intempéries à Saïda

Une base de données recensant tous les points noirs et risques d'intempéries en automne et hiver sera créée prochainement à Saïda, a-t-on appris mardi du wali, Seif El Islam Louh.

Lors d'une réunion de l'exécutif au siège de la wilaya, le wali a souligné que des dotations financières sont destinées aux communes de la wilaya pour l'éradication de points noirs causant des catastrophes lors des intempéries. Il a insisté sur le recensement des moyens des directions et entre-

prises en vue d'élaborer un plan d'interventions. Le même responsable a donné des instructions pour la maintenance des réseaux d'assainissement et le curage des oueds et des avaloirs. Le wali a également sommé les services de la wilaya de mobiliser tous les moyens humains et matériels en prévision de tout risque et de prévoir des centres d'hébergement à travers les communes, dont des établissements scolaires, des CFPA, des maisons de jeunes, en cas de sinistre.

Le secrétaire général de la wilaya, El Bar Mebarek a affirmé, lors de cette réunion, que l'organisation des services est un facteur principal de prévention de ces risques, tout en insistant sur la conjugaison des efforts en vue de supprimer des points noirs causant des crues.

Cette réunion a été saisie pour débattre de la propreté, de la protection de l'environnement et de la sensibilisation des citoyens pour contribuer aux actions de volontariat de nettoyage.

Sidi Bel-Abbès

Nécessité d'un climat adéquat pour les investissements touristiques

La wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui recèle de nombreux atouts touristiques, nécessite la création d'un climat adéquat pour l'attrait d'investissements, a déclaré mardi le wali, Tahar Hachani.

Lors d'une exposition sur l'investissement touristique, le wali a affirmé que la wilaya de Sidi Bel-Abbès peut devenir une destination touristique par excellence eu égard à sa position géographique, soulignant que cela nécessite des investissements dans le cadre de la coopération

entre les secteurs public et privé. Dans ce contexte, le même responsable a salué la politique de l'Etat visant à encourager le tourisme et à développer le secteur pour la création de richesses.

Des mesures ont été prises pour développer et élargir le secteur du tourisme grâce à des incitations et des facilités encourageant les investisseurs à orienter leurs fonds vers le domaine du tourisme, à l'instar de la restauration, le divertissement, l'artisanat et autres, a-t-on indiqué.

Le chef de l'exécutif a également appelé à coordonner les efforts entre les différents secteurs liés au tourisme tels que ceux des forêts, de l'agriculture et de la formation professionnelle, à fournir des assiettes foncières devant accueillir des projets touristiques et une main-d'œuvre qualifiée. Le wali a écouté lors de cette exposition, les préoccupations des investisseurs dans le secteur du tourisme les rassurant de leur accompagnement dans la réalisation de leurs projets, dans le but

de créer un climat propice pour accueillir leurs activités touristiques.

La tenue de cette exposition, à laquelle ont assisté des investisseurs et des porteurs de projets, intervient dans le cadre de la célébration de la journée mondiale du tourisme le 27 septembre de chaque année. Cette journée est célébrée cette année sous le slogan «tourisme durable, outil pour le développement», à l'initiative de la direction du secteur.

Yanis F.

4^e forum économique algéro-allemand

Tlemcen : plusieurs opportunités d'investissement dégagées

Plusieurs opportunités d'investissement à travers la wilaya de Tlemcen ont été dégagées mardi à l'occasion d'une rencontre entre des opérateurs algériens et allemands, tenue dans le cadre du 4^e forum économique algéro-allemand au Parc national de la capitale des Zianides. Ces opportunités ont été résumées par le directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), Amine Belarbi, qui a cité les possibilités offertes dans le domaine de l'agroalimentaire, la plastrurgie et textiles, les produits pharmaceu-

tiques, les laiteries, les énergies renouvelables ainsi que les constructions de bâtiments et préfabriqués. Le responsable de l'agence de Tlemcen a, également, mentionné la pêche industrielle et l'aquaculture, les élevages ovin et bovin, les complexes d'abattages, les hôtels, les stations thermales et autres parcs d'attraction et de loisirs. Le secteur des services offre, pour sa part, de multiples opportunités, dont le transport terrestre et maritime, les centres d'appels et data centers ainsi que la collecte et recyclage de tous types de déchets. Ces

possibilités offrent de larges éventails d'investissement et de partenariat gagnant-gagnant pour les deux parties, a indiqué Abdelmajid Layadi, vice-président de l'association EMA.

Au plan local, la coopération algéro-allemande a été concrétisée par l'ouverture, au mois de décembre écoulé à Maghnia, d'une unité de montage de tracteurs allemands, a signalé, pour sa part, Chakib Tabet, représentant du groupe Kherbouche. «Cela a été le fruit d'un partenariat avec la société SAME DEUTZ-FAHR», a-t-il précisé, soulignant que cette unité produit

actuellement «15 000 tracteurs/an». La délégation des opérateurs allemands offrait, de son côté, de multiples facettes économiques, à l'instar de la chimie et matières plastiques, transports maritimes de marchandises, la promotion de l'entrepreneuriat, installation de générateurs à turbines à gaz, la construction de bateaux et de conseils en investissement.

L'enseignant universitaire, Dib Amazigh, a présenté, quant à lui, les efforts du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour la contribution des diplômés dans

le processus du développement local. Cette rencontre est organisée par la chambre de commerce et d'industrie «Tafna» de Tlemcen, en collaboration avec l'association euro-méditerranéenne arabe de coopération économique. Arrivant d'Alger, où ils ont tenu une séance similaire lundi, les membres de la délégation ont visité, à cette occasion, plusieurs entreprises et administrations locales versées dans l'investissement, rappelle-t-on.

Ce 4^e forum sera accueilli mercredi par la ville d'Oran, a-t-on fait savoir.

Ghani Y.

Répression au Rif marocain

Des activistes marocains dénoncent le «silence complice» de l'UE

■ L'activiste sociale et politique marocaine, Fatima Beladel, a dénoncé à Bruxelles le «silence complice» de l'UE et des gouvernements européens par rapport à la vague de répression et d'arrestations arbitraires au Rif (nord du Maroc), plaidant pour un «soutien international» en faveur de la libération des détenus marocains.

Par Lamine H.

« Pourquoi l'UE n'a pas soutenu la mobilisation du Rif? » s'est-elle interrogée lors d'une soirée organisée sur le thème de « Révolte dans le Rif, quel avenir pour le Hirak », estimant que « les gouvernements européens sont complices » pour avoir fermé les yeux sur « des pratiques de torture révélées par des organisations et activistes marocains ». Cette activiste marocaine a regretté, à ce titre, que l'UE ait cédé au chantage des autorités marocaines de la collaboration contre le terrorisme. « Le Maroc joue la carte du terrorisme et l'utilise pour faire pression sur l'UE afin de ne pas intervenir », a-t-elle soutenu. Depuis le décès fin octobre 2016 du jeune marchand de poisson, Mohsen Fikri, broyé par une benne à ordures alors qu'il tentait d'empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police, la mobilisation n'a jamais cessé à Al-Hoceima (nord du Maroc) et dans plusieurs localités alentour. Le mouvement s'est même durci

Tunisie/ Sousse
Les agents de nettoyage des aéroports observent 3 jours de grève

LES AGENTS de nettoyage à l'aéroport d'Enfidha et de Monastir observent une grève de trois jours, les 25, 26 et 27 septembre 2017, pour réclamer l'augmentation de leurs salaires, a indiqué aux médias le secrétaire général de l'URT (Union régionale du travail) à Sousse, Kacem Zemni. Le salaire de base contenu dans la fiche de paie est inférieur de 72 dinars au salaire minimum garanti, signale Zemni. De son côté, la société TAV TOS explique, dans un communiqué parvenu à l'agence TAP que « contrairement à ce que prétendent les grévistes », ses agents perçoivent un salaire global supérieur au salaire minimum garanti relatif aux secteurs non agricoles. La société se dit prête à appliquer le décret gouvernemental 2017-670 du 5 juin 2017 portant majoration des salaires (dans les secteurs non agricoles régis par le code du travail et non couverts par des conventions collectives sectorielles ou par des statuts particuliers). Elle rappelle que cette mesure a été annoncée à plusieurs reprises dans les réunions tenues à cet effet. R.M.

pour exiger que justice soit faite pour la mort du jeune poissonnier, mais également pour porter des revendications économiques et sociales en faveur de cette zone enclavée. Animé par des jeunes de la région, le mouvement de contestation populaire Hirak, est longtemps resté pacifique. L'arrestation fin mai de Nasser Zefzafi, le leader du mouvement, a marqué un durcissement de la crise. Environ 427 personnes, notamment les activistes constituant le noyau dur du mouvement, sont actuellement détenues dans les prisons marocaines, selon Fatima Beladel. Accusés d'« atteinte à la sécurité de l'Etat » ou de « séparatisme » de nombreux militants du Hirak risquent de lourdes peines. Pour cette activiste, c'est la mort de Mohsen Fikri qui « a été le déclencheur » de nouvelles demandes sur les conditions de vie d'une population marginalisée. « Les manifestations cristallisent une colère préexistante, liée au faible développement économique du Rif », a-t-elle affirmé, soutenant que la marginalisation de cette région est « programmée » par les autorités marocaines. Elle en veut pour preuve le taux de chômage « élevé » dans la région et qui avoisinerait les 60%. Pour Fatima Beladel, la souffrance des marocains du Rif est « réelle », soulignant que le mouvement de



contestation populaire au Rif était « spontané » et que les femmes aussi sont très nombreuses à participer à ce mouvement et à investir les rues et les réseaux sociaux, malgré le fort conservatisme dans le milieu rural. Le militant des droits humains et activiste dans le comité Mohsen Fikri, Saïd El Amrani a déploré, de son côté, le silence des dirigeants européens sur « la répression qui continue », notamment de la France, soulignant que les autorités marocaines « refusent le dialogue et préfèrent répondre par la violence ». « Contrairement à l'image d'un Maroc respectueux des

droits de l'homme, de démocratie et d'Etat de droit que les autorités veulent véhiculer, le Maroc réprime les manifestants et ne laisse point de place à la liberté d'expression », a-t-il ajouté. Evoquant les racines profondes de la révolte du Rif, ce militant a assuré que la population exprime sa colère par rapport à la situation de l'emploi et au sous-développement de la région, dépourvue de toute commodité. « La population réclame une université et un hôpital, spécifiquement un centre d'oncologie fonctionnel », a-t-il précisé, faisant remarquer que la région connaît un taux très élevé de can-

cers en raison des bombardements au gaz chimique perpétrés par les Espagnols lors de la guerre du Rif (1921-1926). « Il n'y a pas d'annexe universitaire dans le Rif et les jeunes doivent aller dans d'autres régions, parfois très éloignées afin de faire leurs études supérieures », a-t-il encore ajouté. Mais, pour Saïd Boudouina, membre du parti socialiste unifié (PSU), la répression du Rif ne date pas d'aujourd'hui, soulignant que cette région est « très marquée par la migration » en raison des politiques de répression qui se sont abattues sur la population locale au fil des années. L. H.

Sahara occidental

La France «un obstacle à la paix», selon Ould Salek

La France est un obstacle à la paix au Sahara occidental, a déclaré à New York le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Salem Ould Salek, appelant la nouvelle administration française à se conformer au droit international. « L'indépendance du Sahara occidental est bloquée par la France qui dispose du droit de veto au Conseil de sécurité », a déclaré Ould Salek en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Et d'ajouter « la France est aujourd'hui un obstacle à la résolution de la question sahraouie en dépit de ses déclarations officielles sur ses efforts à rétablir la paix au Mali, en Libye et dans la région ». Ould Salek juge « très surprenante » la position de la France sur cette question de décolonisation, alors qu'elle ne cesse de « se déclarer (partisan) des droits de l'homme et des peuples ». « L'Afrique a fait son devoir depuis longtemps mais malgré les appels des chefs d'Etats africains (à l'indépendance du Sahara occidental) il y a une volonté manifeste de la France de bloquer le référendum et de refuser tout rôle à l'Union africaine dans le règlement de cette question », a-t-il soutenu. Il a rappelé que c'est la France qui a refusé que la Minurso surveille les Droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. Elle a aussi empêché la mission onusienne d'organiser un référendum d'autodétermination,

pourtant prévue dans le mandat conféré par le Conseil de sécurité à la Minurso. Actuellement la France mène un énorme travail pour pousser l'Union européenne à « contourner la mise en œuvre de la Cour de justice européenne qui interdit aux pays de l'UE de participer à la spoliation et au pillage des ressources sahraouies », a enchaîné le ministre. « Il faut dire malheureusement que la politique internationale est marquée par deux poids deux mesures, dans certains cas on impose le droit par la force quand cela conviendrait avec certains intérêts et dans d'autres on le bloque comme c'est le cas pour le Sahara occidental », a regretté le diplomate sahraoui. Aujourd'hui, « le Maroc est un élément de déstabilisation de la région du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest. Il est l'un des pays les plus arriérés d'Afrique, selon des indications de la Banque mondiale et des Nations Unies, premier exportateur mondial de cannabis et aussi exportateur de terrorisme », a relevé M. Ould Salek. Il a également soutenu que la France et certains qui « veulent vendre l'image d'un Maroc démocrate, luttant contre l'intégrisme et le terrorisme, doivent assumer leurs responsabilités » car ils ont démontré que « leur propagande est contraire à la réalité ». Evoquant les négociations à l'arrêt entre le Front Polisario et le Maroc, que le secrétaire général de l'ONU a promis de relancer prochainement avec un

nouveau dynamisme, le ministre a expliqué que le problème concernant la question sahraouie réside dans « le blocage réel » qui persiste au niveau du Conseil de sécurité. « Si l'on n'y a pas de pressions réelles sur le Maroc on avancera pas dans le sens de la paix. Le Maroc ne doit pas continuer de bénéficier de la complicité de la France au niveau du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté dans sa déclaration à l'APS. Les derniers agissements du Maroc au niveau de l'Union Africaine, qu'il venait d'intégrer dernièrement, « dévoilent son véritable visage de colonisateur », a indiqué M. Ould Salek, précisant que c'est à l'UA de « tirer les conclusions » sur cette démarche offensive du Maroc, dont l'objectif est d'empêcher les représentants sahraouis de participer aux différents rendez-vous continentaux. Le Maroc qui veut « neutraliser » le Front Polisario au niveau africain a tenté en vain d'empêcher les délégations sahraouies de prendre part au sommet arabo-africain à Malabu et à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (Ticad) qui s'est déroulée en août dernier à Maputo en Mozambique. « Le Maroc est un apprenti sorcier du colonialisme il ne fait que reproduire les méthodes et les déclarations des colonialistes, son entreprise est vouée à l'échec et c'est ça le sens de l'histoire », a affirmé le MAE sahraoui.

Samy O./APS

Groupe PSA- ChangAn Automobile

Vers le développement d'un pick-up 1 tonne

Page animée par Ali Zidane

Suite à l'accord-cadre signé le 7 juin dernier, ChangAn Automobile et Groupe PSA franchissent une étape supplémentaire et signent un accord de co-développement d'une nouvelle plateforme dédiée aux véhicules utilitaires, dans l'usine de ChangAn à Ding Zhou, et de développement d'un pick-up 1 tonne.

Ce nouveau véhicule devrait respecter les réglementations les plus exigeantes au monde et les attentes des clients, porté par un design affirmé et une exigence qualité et durabilité sans compromis. Ce pick-up 1 tonne devrait d'abord être proposé aux clients chinois et sur les marchés de grand export du Groupe PSA.

Le marché des véhicules utilitaires a représenté 14 millions de véhicules dans le monde en

2016, et le pick-up 1 tonne 18% de ce marché, avec une croissance annuelle de 5%.

Patrice Lucas, EVP Programmes et Stratégie du Groupe PSA commente à cette occasion : «Ce nouveau produit, qui est complémentaire du pick-



up Peugeot lancé récemment en Afrique, s'inscrit dans la core model strategy du Groupe PSA et va marquer notre retour dans ce segment en croissance. Il contribuera à atteindre les objectifs du plan Push to Pass concernant les VU et notre cible de croissance des volumes de 30% à horizon 2018, de triplement des volumes à l'international à horizon 2012».

Mingxue Yuan, EVP

Coopération et Stratégie - ChangAn ajoute : «Ce premier développement en commun d'une nouvelle génération de Pick-up 1 tonne est une opportunité formidable pour nos deux entreprises d'attaquer les marchés chinois et international. C'est une étape importante dans la coopération long terme entre le Groupe PSA and Chang'an.»

Importation automobile

Le gouvernement n'octroiera pas de licences pour 2017

C'est confirmé, l'année 2017 est une année blanche pour l'ensemble des concessionnaires en attente de la distribution des licences d'importation et les quotas automobiles. Une perte sèche pour ces derniers qui espéraient un jour ou l'autre obtenir le fameux sésame pour continuer à faire tourner la boîte et essayer de garder les postes d'emploi de milliers de travailleurs. Ainsi, sans aucune surprise, le ministre de l'Industrie a confirmé mardi qu'aucune licence ne sera octroyée aux concessionnaires pour importer des voitures neuves. Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a confirmé, aujourd'hui à Alger, que le gouvernement n'autorisera pas d'importations automobiles et ce, jusqu'à la fin de l'année.



«Selon le membre du gouvernement, lors d'un entretien accordé à Ennahar TV il a annoncé qu'il n'y aura pas de licences pour cette année et qu'une commission est déjà en place pour préparer la délivrance des licences pour l'année prochaine en 2018». Pour rappel, l'AC2A a adressé il y a quelques jours un courrier aux ministres du Commerce et de l'Industrie afin de tirer la sonnette d'alarme quant aux entreprises qui plongent dans une situation précaire inédite à cause de cette interdiction d'importation.

«Selon le membre du gouvernement, lors d'un entretien accordé à Ennahar TV il a annoncé qu'il n'y aura pas de licences pour cette année et qu'une commission est déjà en place pour préparer la dé-

Fiat-Chrysler

Hyundai viserait l'achat de FCA

Le géant coréen Hyundai pourrait racheter le groupe italo-américain FCA. De quoi former le 1^{er} constructeur au monde ?

Depuis le rachat du groupe américain Chrysler par les Italiens de Fiat, formant la nouvelle entité mondiale FCA, les rumeurs vont bon train quant à de nouvelles fusions opérées par Fiat Chrysler Automobiles.

Et pour cause : le patron Sergio Marchionne cherche à assurer la viabilité du groupe, en ces temps où il faut partager le plus possible les coûts de développement pour avoir une chance de survivre. Après la General

Motors, Volkswagen ou encore PSA, le groupe FCA tenterait cette fois un rapprochement avec les Coréens de Hyundai-Kia.

D'après les journalistes du Korea Herald, des négociations seraient actuellement en cours entre les deux groupes automobiles.

Si Hyundai-Kia chercherait à optimiser ses performances aux Etats-Unis en profitant du réseau Chrysler, on imagine mal comment les gammes



de Fiat, de Kia et de Hyundai pourraient cohabiter sans mal sur d'autres secteurs comme celui de l'Europe de l'Ouest.

Nouveau Renault Koleos

Note maximale de 5 étoiles aux tests Euro NCAP

Le nouveau Renault Koleos reçoit les 5 étoiles aux tests de sécurité de l'organisme indépendant Euro NCAP. Ce très bon résultat met en avant l'engagement de Renault pour la sécurité. Il se montre ainsi au meilleur niveau du protocole de tests mis en place par Euro NCAP en 2016. Le nouveau Koleos obtient ainsi une note de 90% Protection des adultes, 79% de Protection des enfants, 62% de Protection des piétons, 75% d'Aide à la sécurité.

L'utilisation d'acier à très haute limite élastique pour le berceau moteur et d'acier à très haute résistance pour la cellule centrale vise à protéger l'habitacle même sous les contraintes les plus sévères. L'équipement sécuritaire de série intègre nota-

ment deux airbags frontaux qui adaptent le gonflage selon la nature du choc et la position de la personne, deux airbag thorax/épaule latéraux aux sièges avant, deux airbags rideau, des appuie-têtes avant et arrière anti «coup du lapin», un dispositif anti sous-marinage sur les sièges avant, des fixations Isofix sur les sièges arrière pour siège enfant à la norme i-Size ainsi que des ceintures de sécurité dotées de pré-tensionneurs avec limiteur d'effort pour tous les passagers.

Dans le domaine de la sécurité active, les équipements de base du nouveau Koleos (antipatinage, contrôle de trajectoire de dernière génération, répartition électronique de la force de freinage, aide au démarrage en côte, etc.) sont renforcés par un



ensemble d'aides à la conduite (ADAS) de dernière génération. Accessibles depuis la tablette R-LINK 2, ils permettent :

- de sécuriser, avec le freinage actif d'urgence (AEBS City et Inter-Urban) ;
- d'alerter, avec l'alerte de franchissement de ligne (LDW), l'avertisseur d'angle mort (BSW)

et la reconnaissance des panneaux de signalisation. De se faciliter la vie, avec l'aide de caméras et de capteurs, la commutation automatique des feux de route/croisement (AHL), l'aide au stationnement avant, arrière, latéral et l'Easy Park Assist (parking mains libres).

Sous-traitance automobile Des entreprises algériennes en Tunisie pour de nouvelles opportunités



Les représentants d'une vingtaine d'entreprises se sont rendus mardi en Tunisie pour discuter avec des opérateurs tunisiens des opportunités de partenariat dans la sous-traitance automobile en Algérie, a indiqué dimanche une responsable auprès du ministère de l'Industrie et des Mines. «L'objectif de la mission algérienne à Tunis est d'examiner les opportunités d'affaires qui s'offrent aux opérateurs des deux pays pour la mise en place de partenariats industriels dans le secteur de la sous-traitance automobile en Algérie», a souligné à l'APS la chef de division

intégration et sous-traitance industrielle auprès de ce ministère, M^{me} Djuher El Hadi, en précisant que cette mission avait été initiée par la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP) et parra-

née par le même ministère. La délégation algérienne exposera à Tunis toutes les mesures incitatives et les avantages offerts par la loi sur l'investissement en vigueur.

Pour sa part, le président de la BASTP, Kamel Agsous, a estimé que l'objectif principal de cette mission était d'identifier les opportunités de partenariat dans l'industrie de l'automobile et de voir les possibilités de constituer des joint-ventures avec la partie tunisienne, que ce soit dans les pièces de rechange ou les pièces de première monte (originale).

S'agissant du choix de la Tunisie, M. Agsous a souligné que les Tunisiens étaient dans la fabrication de la pièce automobile depuis des années, ce qui leur a permis d'acquérir une «grande expérience», notamment à travers leurs contacts avec les partenaires étrangers.

«80% de la production tunisienne dans l'automobile est exportée vers l'Europe. On veut donc profiter de cette expérience à travers des partenariats gagnant-gagnant. Surtout que nous sommes deux pays voisins avec beaucoup de relations communes. Ce qui nous permettra d'aller plus vite dans notre processus de développement de ce secteur en Algérie», a-t-il expliqué.

Pour les catégories des pièces automobiles visées, le responsable a cité, notamment, la câblerie, les fils électriques, les amortisseurs et les feux d'éclairage des véhicules.



Proche-Orient

Les Palestiniens rejoignent Interpol, nouvelle victoire diplomatique

■ Les Palestiniens ont enregistré, hier, une nouvelle victoire diplomatique vers la reconnaissance de leur État, en obtenant le statut de membre à part entière d'Interpol, en dépit de l'opposition d'Israël.

Par Rosa C.

«L'État de Palestine et les îles Salomon sont désormais pays membres», a annoncé l'organisation de coopération policière internationale sur le réseau social Twitter. Interpol compte ainsi 192 membres.

La décision a été prise par les pays membres d'Interpol lors de l'assemblée générale de l'institution, actuellement organisée à Pékin. L'Autorité palestinienne, qui milite pour la création d'un État, est en quête de reconnaissance par les institutions internationales. Israël s'oppose systématiquement à ces tentatives et mène à cette fin une intense campagne diplomatique. Les Palestiniens disposent d'un statut d'observateur à l'ONU depuis 2012. Ils ont déjà rejoint plus de 50 organisations internationales



et accords, selon le ministère palestinien des Affaires étrangères. Parmi eux, la Cour pénale internationale et l'Unesco.

Interpol avait rejeté une première candidature palestinienne fin 2016. Le résultat du scrutin

d'hier n'a pas été annoncé officiellement, mais la candidature d'un pays membre nécessite une majorité des deux tiers des suffrages exprimés. «Plus de 75% des membres d'Interpol ont voté pour soutenir l'adhésion», s'est félicitée l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sur un de ses comptes officiels sur Twitter. «L'adhésion de la Palestine à l'institution illustre la

volonté de ses membres de défendre sa raison d'être et ses valeurs fondamentales. C'est un rejet clair des tentatives de manipulation cynique et d'intimidation politique», a réagi le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Malki, dans un communiqué. Le ministère israélien n'avait pas encore réagi officiellement. Interpol, basé à Lyon (France), permet des échanges d'informations entre les polices de près de 200 pays. L'institution publie également des «notices rouges», par lesquelles elle informe ses membres qu'un mandat d'arrêt a été délivré par un pays contre un individu. «Nous cherchons à être dans toutes les institutions internationales, y compris Interpol, en tant qu'État organisé», avait indiqué samedi à l'AFP Jibril Rajoub, un haut responsable palestinien.

«Notre but, c'est que l'État palestinien apporte une contribution positive en matière de sécurité et de stabilité, dans la région et au sein de la communauté internationale», avait-il déclaré.

L'opposition d'Israël s'explique selon lui par le fait que l'État hébreu «ne veut aucune avancée vers un État palestinien».

«Israël ne veut déjà pas que nous soyons dans la FIFA. Pourquoi voudrait-il de nous à Interpol ?», avait-il déclaré.

Alan Baker, un ex-haut diplomate israélien et expert juridique, avait estimé de son côté que la candidature palestinienne était «uniquement une opération de communication» de la part des Palestiniens.

«Cela ne les intéresse pas de négocier (avec Israël). Ils veulent atteindre leur résultat final, qui est un État, par le biais des organisations internationales», avait-il déclaré à l'AFP avant le vote d'hier. Il estimait, par ailleurs, que «la tentative des Palestiniens de politiser cette organisation extrêmement professionnelle est très préjudiciable à Interpol».

Selon lui, les Palestiniens ne pourront cependant pas, en rejoignant Interpol, émettre des mandats d'arrêt à discrétion contre des citoyens israéliens.

R. C.



Points chauds

Progrès

Par Fouzia Mahmoudi

La triste histoire des femmes saoudiennes qui ne pouvaient prendre le volant a fait depuis longtemps les joies de la presse internationale, qui, surtout lors des saisons à faibles sujets «cruciaux» trouvaient alors toujours dans le sort des femmes du royaume wahhabite de quoi remplir leurs pages ou leurs reportages télévisés. Et si pendant longtemps cela a été traité avec légèreté par les Occidentaux, comme un excentricisme particulier des Saoudiens, ces dernières années il avait commencé à recevoir un traitement plus sérieux et engagé. Aujourd'hui, après des années de combat de la part de nombreuses associations de militantes, l'Arabie saoudite a enfin autorisé les femmes à conduire, brisant un tabou énorme dans ce royaume ultraconservateur. La communauté internationale a immédiatement salué la décision historique du royaume saoudien, le seul pays au monde à interdire jusqu'ici le volant aux femmes. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le président américain Donald Trump y ont vu une avancée pour les femmes dans ce grand État arabe souvent critiqué pour son déficit en matière de droits de l'Homme. La cheffe du gouvernement britannique, Theresa May, s'est félicitée de cette décision, y voyant un «pas important vers l'égalité des sexes» en Arabie saoudite, tandis qu'à Paris, le Quai d'Orsay a espéré qu'elle «ouvre la voie à de nouvelles avancées pour les femmes». Mardi soir, le roi Salmane a ordonné la délivrance de permis de conduire «indifféremment aux hommes et aux femmes», selon un décret qui a résonné comme un séisme dans le royaume. Cette mesure, réclamée depuis 1990 par des militantes dont certaines ont été arrêtées pour avoir défié l'interdiction, doit entrer en vigueur dans moins d'une année, à partir de juin 2018. La décision porte l'empreinte du prince héritier Mohammed ben Salmane, 32 ans, architecte d'un vaste programme de réformes économiques et sociales baptisé «Vision 2030». Et si la réaction des chancelleries occidentales n'est pas surprenante, reste à savoir comment réagiront à cette nouvelle les franges les plus ultraconservatrices saoudiennes qui tentent de peser de tout leur poids pour empêcher tout progrès de la cause des femmes dans leur pays. Dans le cadre du plan «Vision 2030», Ryad de son côté semble décidé à assouplir certaines mesures imposées aux femmes. Samedi dernier, ces dernières ont ainsi été autorisées, alors que la mixité est interdite dans l'espace public, à célébrer la fête nationale dans un stade, une première dans le pays. Reste à savoir si cette mesure sera bien menée jusqu'à son terme en juin 2018 et si d'autres progrès dans la lignée de celui-ci seront faits dans les années à venir, permettant d'intégrer à part entière la moitié de la population saoudienne dans le royaume wahhabite.

F. M.

Kurdistan irakien

Pression après son référendum d'indépendance

Ultimatum de Baghdad, menaces de la Turquie, critiques acerbes de Damas et de Téhéran : après son référendum d'indépendance dont le «oui» ne fait aucun doute, le Kurdistan irakien est sous la pression de tous ses voisins. L'officialisation de la victoire du «oui» était attendue hier, et la région autonome a vu tous ses voisins hausser le ton, au premier rang desquels Baghdad : refusant de négocier avec le dirigeant kurde Massoud Barzani «sur la base du référendum», le Premier ministre Haider al-Abadi lui a intimé l'ordre de remettre aux autorités centrales le contrôle de ses deux aéroports régionaux, à Erbil et Souleimaniyeh. En cas de refus, tous les vols internationaux depuis et vers le Kurdistan seront interdits à partir de vendredi. Dans un discours, Massoud Barzani a adopté un ton plus conciliant : «Au lieu de sanctions, venez aux négociations afin d'aboutir à un meilleur avenir pour vous et pour nous», a-t-il dit. En réaction aux menaces de Baghdad, le ministre des Transports du Kurdistan, Mawloud Bawah Mourad, a de son côté relevé hier que les aéroports d'Erbil et de Souleilanyeh avaient été construits avec l'argent de la région autonome. Ils se sont toujours conformés aux réglementations de l'aviation civile irakienne et «leur fermeture ou la remise à l'Autorité irakienne de l'aviation

civile portera atteinte à la vie des citoyens», a-t-il affirmé. Elle affectera aussi «l'aide apportée à la coalition (internationale) dans sa guerre contre le terrorisme», a prévenu M. Mourad. Mardi soir, M. Barzani a assuré la communauté internationale que ce référendum ne vise pas à «délimiter la frontière (entre le Kurdistan et l'Irak) ni à l'imposer de facto». Mais il n'a pas réussi à calmer la colère de Baghdad.

Dimanche, déjà, à la veille du vote, le pouvoir central irakien avait demandé aux pays étrangers de ne traiter qu'avec lui pour toutes les transactions pétrolières, l'or noir étant la principale source de revenus du Kurdistan irakien. Le référendum sur l'indépendance, décision unilatérale prise par Massoud Barzani, s'est tenu lundi dans cette région – qui comprend les provinces d'Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk –, mais aussi dans des zones que se disputent les Kurdes et le gouvernement central. Plus de 3,3 millions de personnes se sont rendues aux urnes, soit 72,16% des 4,58 millions d'inscrits. Les Kurdes s'attendent à un oui «massif». «Nous sommes le peuple kurde, nous ne sommes pas des Arabes, nous ne sommes pas des Persans», a lancé à l'AFP un habitant, Ahmad.

En représailles, le Parlement de Baghdad a voté dès lundi une résolution réclamant le déploiement des forces «dans toutes les

zones» disputées. Celle-ci n'a pas encore été concrètement appliquée. Ces zones disputées comprennent la province mult ethnique de Kirkouk (nord), riche en pétrole, ainsi que des secteurs des provinces de Ninive (nord), Dyala et Salaheddine (nord de Baghdad). La plupart avaient été conquises par les peshmergas, les combattants kurdes, en 2014, à la faveur du chaos après l'offensive du groupe jihadiste État islamique (EI).

A Kirkouk, les Arabes comme les Turkmènes, qui ont boycotté le scrutin, assurent ne pas craindre pour leur présence dans cette province. Mais dans les autres territoires disputés, la peur que la situation dégénère existe.

«Nous avons peur qu'il y ait des affrontements entre l'armée irakienne et les peshmergas après la décision du Parlement d'envoyer des troupes», a dit cheikh Haytham al Hom, chef d'une des grandes tribus sunnites de la province de Dyala.

Mardi, des soldats irakiens ont participé à des exercices militaires frontaliers de l'armée turque, a constaté un journaliste de l'AFP.

Issam al-Fayli, professeur de sciences politiques à l'université de Baghdad, ne s'attend cependant pas à une confrontation militaire immédiate : «Il y aura sans doute des incidents mineurs, mais la crise devrait rester sous contrôle».



Journées du rire et du monologue à Tissemsilt

La manifestation s'ouvre aujourd'hui

■ La maison de la culture de Tissemsilt ainsi que le théâtre de plein air du chef-lieu de wilaya seront ouverts à partir de cet après-midi afin de célébrer le rire et vivre d'agréables moments de joie. C'est dans le cadre des quatrièmes Journées du rire et du monologue que le public est invité à assister aux spectacles animés par des artistes de renom dont Hamid Achouri, Madani Meslem, Ali Charef et autres. Les associations de la ville seront présentes, elles aussi, pour gratifier l'assistance avec des spectacles de haute facture.

Par Abla Selles

La ville de Tissemsilt démontre depuis quelques années une bonne volonté d'encourager la créativité culturelle chez les jeunes. Afin d'atteindre ce but, plusieurs activités culturelles et artistiques ouvrant des espaces aux jeunes pour confirmer leur talent. Les associations de la ville contribuent pour leur part dans ce programme et accompagnent les jeunes dans les différents formations artistiques. Le résultat de ce travail apparaît dans les différentes festivités organisées par la direction de la culture de la ville. Aujourd'hui, ce

Salon international du livre du Caire 2018

L'Algérie invitée d'honneur

L'ALGÉRIE participera en tant qu'invitée d'honneur au 49^e Salon international du livre du Caire, prévu du 27 janvier au 10 février 2018 dans la ville de Nasr City, a annoncé le comité d'organisation de cette manifestation lors d'une réunion tenue mardi dans la capitale égyptienne.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, avait annoncé en octobre 2016, lors du Salon international du livre d'Alger qui a accueilli l'Égypte comme invitée d'honneur, que l'Algérie sera à l'honneur à la 49^e édition du Salon international du livre du Caire.

R. I.

Opéra d'Alger

La nuit du conte africain s'organise à Alger

L'OPÉRA D'ALGER organise avec la célèbre conteuse algérienne Sihem Kennouche «La nuit du conte africain» du 5 au 6 octobre prochain, l'occasion de découvrir et de se laisser enchanter par des contes d'Algérie et d'ailleurs.

C'est au total 6 conteurs venus de nombreux pays africains qui animeront les soirées du 5 et 6 octobre à partir de 19h00 au niveau de l'Opéra d'Alger. Le spectacle concerne un public de tout âge.

Une opportunité à ne pas rater afin d'en découvrir davantage sur notre patrimoine commun, et de célébrer la tradition orale africaine.

Le prix du ticket est fixé à 800 DA et la vente devrait débuter au plus tard le 2 octobre au niveau de l'Opéra d'Alger, tous les jours de 10h à 18h.



sont les quatrièmes Journées du rire et du monologue qui s'ouvrent et s'annoncent festives. Cette manifestation culturelle verra la participation des associations de la ville ainsi que d'artistes de renom. Le programme affiché est pour toutes tranches d'âge et est initié par la direction

de la culture de la ville. Les organisateurs proposent des spectacles de comédie destinés aux adultes et aux enfants et animés par la coopérative de wilaya «Jil El Ghad», les associations «Ghouroub» et «Amateurs du théâtre de Tissemsilt», a indiqué le commissaire de cette

manifestation, Mohamed Dahel. Le public sera au rendez-vous durant quatre jours avec des spectacles du rire interprétés par Hamid Achouri, Madani Meslem, Ali Charef et autres.

Cette manifestation, qui se tiendra à la maison de la culture et au théâtre de plein air du

M. A. D. R.



chef-lieu de wilaya, prévoit aussi des soirées artistiques locales de l'association de célébration du patrimoine de Tissemsilt, la troupe Béni Meida, ainsi que du chant bédouin avec cheikh El Miloud El Vialari de Tissemsilt, cheikh Ould El Houari de Relizane et Cheikh Merenz de M'sila. Des lectures poétiques sont prévues et animées par des poètes locaux dont Kacem Chikhaoui, Abdelkader Henni et Hadjou Mohamed.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de la saison culturelle 2017-2018 et contribue à l'animation culturelle dans la wilaya, expliquent les organisateurs. A. S.

Théâtre régional d'Oran

Lancement de formation au profit des jeunes

L'association culturelle «Fen Nachit» d'Oran lancera, ce samedi, une formation aux métiers du 4^e art au profit de 60 jeunes, a-t-on appris des initiateurs du stage.

Ce projet, intitulé : «Formation autour des règles du théâtre», est inscrit dans le cadre du Programme d'appui aux jeunes (PAJE) et financé par l'Union européenne, en partenariat avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a souligné le président de cette association. La formation cible des jeunes âgés entre 15 et 30

ans, sélectionnés parmi 150 candidats dont 60% sont des femmes, a précisé à l'APS Hicham Benamara.

D'une durée de 9 mois, cette formation a pour but de former des compétences dans les différents métiers du 4^e art au profit des troupes théâtrales relevant d'associations culturelles, de coopératives théâtrales, des centres culturels et des maisons de jeunes, a précisé de son côté le dramaturge Samir Zemmouri, membre de l'association «Fen Nachit». La formation se déroulera sous forme d'ateliers dédiés

à l'interprétation, l'écriture dramatique, la scénographie, la conception des décors, l'éclairage, le son et les effets spéciaux, a-t-il indiqué.

Elle est encadrée par des dramaturges, des universitaires et chercheurs en 4^e art et permettra de monter une production théâtrale par les stagiaires.

L'association culturelle «Fen Nachit», agréée en 2011, a initié plusieurs projets à Oran, dont «Chabab up», une manifestation qui a permis l'émergence de plusieurs jeunes comédiens. L. B.

– Afin d'encourager les jeunes talents à plus de créativité –

Appel de candidature à «La Fabrique Cinéma»

«La Fabrique Cinéma» est un programme français qui a pour objectif d'aider la jeune création cinématographique des pays du Sud, dont l'Algérie, à percer sur la scène internationale. Créé par l'Institut français, en étroite collaboration avec le Festival de Cannes, il y a 10 ans, les participants sélectionnés ont l'opportunité d'être introduits à l'industrie du cinéma international et de faire découvrir leurs travaux au monde grâce au marché du film de Cannes.

Suite à l'appel, 120 projets seront retenus et examinés par une commission composée de spécialistes en scénario, de

sélectionneurs en festival, de membres d'institutions culturelles et/ou cinématographiques de plusieurs pays. Parmi les pays éligibles à ce programme se trouve l'Algérie. De ce fait, les jeunes réalisateurs/scénaristes et producteurs ayant un projet à présenter, sont appelés à déposer leur candidature avant le 8 novembre 2017 pour une chance de recevoir un encadrement professionnel et peut-être de voir votre film sélectionné plus tard dans un festival.

Pour information, durant l'édition de 2017, les candidats retenus ont pu bénéficier de 3 séances de travail avec le réali-

sateur Brillante Mendoza, d'un atelier et d'une master class avec un grand compositeur de musique de films en plus de plusieurs rencontres collectives avec des acteurs-sclés de l'industrie cinématographique, des distributeurs, des producteurs français et européens. Pour connaître tous les détails sur les conditions de participation, sur la format du projet (En ligne ou en DVD), le dossier de candidature, comment et où envoyer et plus encore, cliquez sur le lien suivant : <https://www.lescine-masdumonde.com/fr/les-programmes/la-fabrique>

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El Madania, Alger)
29 septembre à 19h :

L'interprète de musique andalouse Imène Sahir anime un concert.

Vivarium (2, rue de Savoie, Hydra, Alger)

Jusqu'au 20 octobre :

Exposition de photographies «Les êtres de lumière», de Chafia Loudjici.

Galerie d'art Mohamed-racim (7, avenue pasteur, Alger)

Jusqu'au 30 septembre :

Exposition de peinture «Les couleurs tourmentées» de l'artiste plasticien Abdelhalim Kebieche.

Galerie d'arts du Sofitel Algiers Hama Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «Identité» de l'artiste peintre Dounia Hedid.

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Jusqu'au 29 septembre :

Deuxième édition du Salon du patrimoine culturel immatériel en hommage à El Hadi Aït Ouarès, membre de la troupe Lekhouane Aït Yahia.

Galerie Aïcha-Haddad (84n, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 8 octobre :

Exposition collective sous le thème «Arc en toiles», avec les artistes Ouiza Achab, Fatiha Ladjadj, Lila Faci, Abdelkader Mekdem.

Leïla Mallem signera son livre «Noces en Barbarie», paru aux éditions Dar El Gharb.

Institut culturel italien d'Alger

Jusqu'au 9 octobre :

L'institut culturel italien organise des projections de films chaque lundi à Alger et ce, suite à la tenue de la 74^e Mostra de Venise.



Coup-franc direct

Un président pour le fun

Par Mahfoud M.

Le président du CRB, El Hadj Bouhafs, un novice dans le milieu, semble se rendre à l'évidence que le poste de patron d'un club comme le Chabab n'est pas une partie de plaisir comme on le lui a fait savoir au tout début, lui qui s'était présenté comme étant le messie alors que c'est un véritable bluffeur. Pour la deuxième année de suite, Bouhafs déçoit tout le monde au CRB où il ne réussit pas à assurer les salaires de ses joueurs et des membres du staff technique. Mais le plus grave est que cette année le club possède une manne importante et on parle de la somme de huit milliards qui serait entrée dans les caisses du club après que celui-ci eut réussi à décrocher le trophée de la Coupe d'Algérie. Ou est passée donc cette somme quand on sait que l'argent est le nerf de la guerre dans n'importe quel club et on ne peut pas se permettre d'importants retards dans le versement des salaires aux joueurs. On n'est pas président juste pour le fun comme voudrait l'être Bouhafs qui n'a aucun respect pour le passé de ce club prestigieux qui mérite des dirigeants à la hauteur, capables de gérer les affaires de cette formation, surtout que le vœu des fans est de toujours rester au sommet et pourquoi pas tenter de renouer avec le titre de champion d'Algérie qui demande de gros sacrifices.

M. M.

Ould Ali El Hadi (ministre de la Jeunesse et des Sports) «Le travail de la Ligue est étroitement lié à celui de la direction du stade 5-Juillet»

LA LIGUE de football professionnel (LFP) et la direction du stade 5-Juillet «doivent coordonner leurs calendriers à l'avenir, pour une meilleure gestion de cette enceinte», a préconisé mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, en marge d'une visite inaugurale à la foire d'Alger. «Le travail de la Ligue est étroitement lié à celui de la direction du stade 5-Juillet, car certains des matchs qu'elle programme s'y déroulent. Il est donc nécessaire que ces deux structures coordonnent leurs actions à l'avenir, pour éviter d'éventuels désagréments», a indiqué Ould Ali après l'inauguration du Salon du sport et de la remise en forme au Palais des Expositions (Safex) d'Alger. L'USM Alger et le MC Alger, les deux derniers clubs à avoir utilisé le stade du 5-Juillet pour leurs joutes continentales se sont en effet plaints de l'état désastreux dans lequel se trouve actuellement la pelouse du grand terrain, affirmant qu'elle n'aidait point leurs joueurs dans leur quête de bien représenter le football algérien sur la scène africaine. Une situation qui a même géré une certaine consternation chez l'opinion publique, surtout au vu des gros investissements qui ont été faits pour réaliser cette nouvelle pelouse. «Nous avons mené une

enquête pour essayer de comprendre ce qui s'est passé, et il s'est avéré que la direction du stade 5-Juillet a récupéré cette enceinte plus tard que prévu, car l'USM Alger a continué à y recevoir jusqu'à la mi-juillet. Ainsi, le semis ne s'est pas fait dans les temps, et lorsque la nouvelle saison a démarré, le gazon n'avait pas encore bien pris. Le fait que le 5-Juillet ait abrité les matchs de l'USMA et du MCA à seulement 24 heures d'intervalle n'a pas été pour arranger les choses», a encore expliqué le ministre. Un calendrier «mieux élaboré» est donc préconisé pour éviter ce genre de désagréments à l'avenir, ce qui implique une étroite collaboration entre la LFP, la direction du 5-Juillet et toutes les autres structures concernées. «Cette coordination doit s'étendre à tous les stades d'Algérie, même à Constantine, Oran et Annaba, car même là-bas les jardiniers doivent avoir le temps de faire correctement leur travail, entre la fin de la première saison et le début de la seconde», a encore préconisé Ould Ali, espérant que «la réception des stades de Baraki et Douéra, d'ici à 2019, permettra de réduire la grosse charge qui pèse actuellement sur les stades Tchaker et le 5-Juillet».

Demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique/USMA-WA Casablanca demain à 18h

Les Rouge et Noir pour prendre option

Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, l'USM Alger, dispute demain après-midi la demi-finale aller face au club marocain du WA Casablanca au stade 5-Juillet et devrait se donner à fond pour tenter de prendre option pour la qualification à la finale de la plus prestigieuse des compétitions africaines.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir ne sont qu'à trois matchs du rêve africain et savent qu'ils doivent désormais être concentrés à cent pour cent pour remporter le titre suprême qu'ils veulent de tout leurs vœux. Qualifiés au forceps au dernier carré grâce au but inscrit à l'extérieur face aux Mozambicains de Ferroviario, les gars de Soustara savent maintenant qu'ils n'ont pas droit à l'erreur et être concentrés sur leur sujet pour espérer arracher ce ticket pour la finale. Ils devront marquer au moins un à deux buts et surtout éviter d'encaisser au risque de se compliquer la vie lors de la manche retour. Les poulains du coach belge Put savent ce qui les attend et doivent éviter les erreurs commises lors de la dernière rencontre où ils avaient failli en ne réussissant



Les Usmistes rêvent de la finale

pas à marquer au stade olympique en prétextant l'état de la pelouse qu'ils jugeaient catastrophique. Les coéquipiers de Meziane sont conscients que la mission est compliquée face aux Marocains qui ne se déplaceront pas en touristes à Alger et qui tenteront de créer la surprise et revenir avec le nul avant la

manche retour. Les Widadis qui ont créé la sensation en éliminant le tenant du titre, souhaitent repartir avec le meilleur résultat possible pour être à l'aise pour la manche retour et donc réussir à décrocher le billet de la qualification pour la finale.

M. M.

Ligue I Mobilis (5^e journée)

Chaud derby à l'ouest, le MCA en péril

Les matchs avancés de la 5^e journée de Ligue I Mobilis seront très disputés avec des chocs intéressants à suivre. Ainsi, il y aura ce chaud derby de l'ouest qui opposera le MC Oran à l'USM Bel-Abbès. Les Oranais qui avaient surpris le DRBT chez lui lors de la précédente journée, souhaitent continuer sur cette lancée et confirmer leur réveil en enregistrant une autre victoire. Ils se doivent d'être bien concentrés sur leur sujet s'ils veulent l'emporter et donc se hisser aux premières places. Ce ne sera quand même pas facile face à une formation déterminée comme l'USMBA qui souhaite aussi se reprendre après des résultats en dents de scie. Il leur faudra donc être patients tout au long du match pour réussir le meilleur résultat possible. De

son côté, le MC Alger qui reste sur une élimination en Coupe de la CAF se rendra à Constantine pour donner la réplique au CSC. Le Doyen risque d'être bouffé par les Sanafir qui ont réussi un sans faute à domicile et qui comptent continuer sur cette série. Les gars de l'Antique Cirta sont, en tout cas, décidés à jouer à fond, faire tout pour réussir une belle saison et oublier le parcours catastrophique de la saison dernière. L'O Médéa reçoit dans son antre du stade Imam-Liès le nouveau promu en L1, l'US Biskra, et devrait normalement l'emporter. Les gars de la ville du Titteri sont conscients de ce qui les attend et se donneront à fond pour être au rendez-vous et prendre les trois points qui restent très importants pour eux. Mais ils doivent se méfier de

l'équipe des Zibans qui n'a rien à perdre et qui jettera toutes ses forces dans la bataille pour tenter de créer la surprise. Enfin, la JS Saoura reçoit à domicile le Paradou AC et devrait continuer sa belle série, sachant qu'elle n'a pas perdu de matchs à domicile depuis l'entame de la saison. Toutefois, le Paradou n'est pas une équipe facile à manier et pratique l'un des plus beaux jeux de la L1 si ce n'est le meilleur et le représentant du Sud devrait s'en méfier.

M. M.

Le programme :
Vendredi 29 septembre à 17h :
OM-USB (16h)
MCO-USMBA
CSC-MCA
JSS-PAC (19h)

Ligue II Mobilis (5^e journée) Les co-leaders en danger

Les deux co-leaders, l'AS Aïn M'ilia et la JSM Skikda, seront en danger pour cette cinquième journée de la Ligue I Mobilis, en ayant des déplacements très difficiles à négocier. Ainsi, les gars du Rusikada iront rendre visite au RC Rézilane qui a un besoin pressant de points pour se relancer dans la course à l'accession en Ligue I Mobilis. Les Skikdis sont conscients de ce qui les attend au cours de cette

confrontation, mais sont décidés à se donner à fond pour revenir avec le meilleur résultat possible. Les poulains de Gomes qui voyagent bien souhaitent remettre ça et pourquoi pas revenir avec les trois points du succès. De son côté, l'AS Aïn M'ilia se déplacera à Alger pour donner la réplique au RC Kouba. Auteur d'un début catastrophique, la formation koubéenne se doit de l'emporter si elle souhaite sortir de cette

situation difficile et avec le soutien de son public, elle devrait pouvoir réussir le plus important. Toutefois, les Iliis ne l'entendent pas de cette oreille et tenteront encore une fois de créer la surprise et revenir au moins avec le point du nul, ce qui reste dans ses cordes. Le choc de la journée est sans doute ce match qui opposera le CA Bordj Bou-Arreridj au MO Béjaïa. Les Bordjiens qui reviennent en force souhaitent

aligner un autre succès alors que les Bougiotes veulent revenir au moins avec le point du nul de ce déplacement difficile. L'autre formation de la ville des Hammadites, la JSMB, jouera à domicile et recevra un autre prétendant à l'accession, à savoir l'ASO qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui fera tout pour au moins arracher le point du nul. Pour le reste des matchs, les formations locales partent avec les

favours du pronostic même si tout reste possible en football.

M. M.

Le programme :
Vendredi 29 septembre à 16h :
CRBAF-CAB
RCR-JSMS
WAT-MCS
GCM-ASMO
CABBA-MOB
ABS-MCEE
RCK-ASAM (17h)
JSMB-ASO (17h)

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

9^e édition du festival de la musique et chanson kabyles à Béjaïa

Hommage à Lounis Aït Menguellet

LE FESTIVAL culturel local de la musique et de la chanson kabyles revient avec une nouvelle édition après un an d'absence. Cette nouvelle édition qui devait débiter hier en fin de journée est intitulée «de l'ancienne à la nouvelle génération». Elle aura lieu du 27 au 30 septembre. Elle est déclinée sur trois objectifs celui de la promotion de la culture et l'art kabyles, la promotion de l'histoire et enfin donner l'occasion et offrir un espace aux jeunes talents de s'exprimer et de se former, c'est ce qu'a annoncé le nouveau commissaire du festival, en l'occurrence l'animateur, l'artiste et poète Boudjemaâ Rabah, qui a animé une conférence de presse au niveau de la maison de la culture Taous-Amrouche de Béjaïa. Une nouvelle vision qui se veut globale et plus efficace pour faire de cette rencontre un moment profitable à la wilaya et ses artistes. En dépit d'une conjoncture difficile due à la crise économique, le budget de la 9^e édition a été amputé de moitié. Il s'agit de faire sortir de l'ombre et de découvrir de nouveaux talents de la chanson kabyle et ces derniers auront l'occasion de côtoyer d'anciens artistes, les précurseurs de la chanson kabyle. Il s'agit aussi de les encourager et de les accompagner pour

pénétrer le monde professionnel. Des conférences, concours, tables rondes, chants anciens et nouveaux auront lieu durant les quatre jours du festival. Le tout est articulé sur l'œuvre d'Aït Menguellet, dont la mélodie sera passée au peigne fin en présence de trois professeurs universitaires de musique et un enseignant de tamazighit Alloua Rabhi, qui aura à développer la thématique de la chanson de Lounis Aït Menguellet. Le commissaire du festival a invité tous les anciens de la chanson kabyle à se joindre à eux pour rendre hommage aux artistes qui nous ont quitté récemment, à savoir Lounes Kheloui, Azzerzour, et Moussa Kerbache. En ce qui concerne le concours, quelque 42 participants venus des cinq wilayas de la Kabylie, vont y prendre part. Il est prévu la désignation de la meilleure chanson kabyle. Il s'agit pour les organisateurs de perpétuer le patrimoine musical de la région, constituer une bibliothèque musicale kabyle, former et conseiller la nouvelle génération d'artistes, etc. A noter que le spectacle d'ouverture sera axé sur l'histoire de la chanson kabyle avec des représentations théâtrales et un gala dans la soirée avec plusieurs chanteurs de la région. H. C.

Personnalités

Décès du moudjahid Mohamed Lemkami

LE MOUDJAHID MOHAMED LEMKAMI est décédé mercredi à l'âge de 85 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine. Né le 1^{er} janvier 1932 à Tlemcen, le défunt comptait parmi les moudjahidine de la première heure qui ont répondu à l'appel de la patrie. Il rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1955 dans la zone I de la wilaya V historique. Il a travaillé au ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) dans la huitième wilaya historique de 1959

à 1962. Mohamed Lemkami a mené plusieurs batailles contre l'occupation française, ce qui lui a valu le respect et la confiance de plusieurs dirigeants et compagnons d'armes. Au lendemain de l'indépendance, il occupe plusieurs postes dans les secteurs du Commerce et de la Santé, accède au poste de vice-Président à l'Assemblée populaire nationale (APN) et est nommé ambassadeur en Albanie. Il a, à son actif, plusieurs recherches et ouvrages dont «Les hommes de l'ombre». Le défunt a été inhumé hier au cimetière de Sidi Yahia.

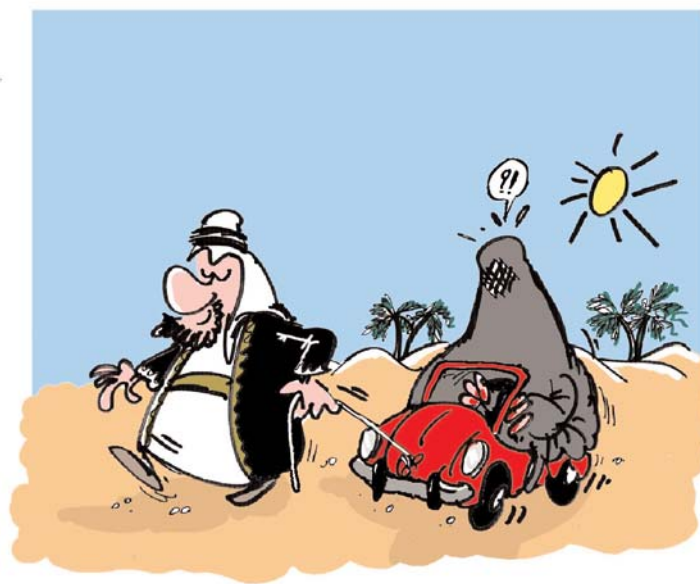
Tichy et Aokas

Des parents d'élèves en colère

LES PARENTS d'élèves de l'école primaire Rabhi-Ahcn de Tichy ont fermé depuis trois jours l'établissement. Ils protestent contre les carences en moyens matériels et d'autres manques dont souffre l'école. Ils sont exaspérés par le peu d'égards que leur manifestent la direction de l'éducation et l'APC. Ils réclament des tables et chaises, la réparation du portail, la suppression des barres qui servent de clôture que les écoliers escaladent et risquent quotidiennement leur vie, etc. Pour leur part, les parents d'élèves de l'école primaire Mouzaoui-Mohand d'Aokas ont décidé de renvoyer leurs enfants à la maison pour protester contre la décision de la nouvelle directrice de renvoyer leurs gosses à la maison après leur sortie de la cantine entre 12h et 13h. Les parents dénoncent cette décision qui a mis en péril leurs enfants qui sont contraints de traverser la voie expresse.

H.C.

L'Arabie saoudite autorise les femmes à conduire



Lounis

Djalou@hotmail.com

Décès d'une parturiente avec son bébé à Djelfa

Un an de prison dont deux mois ferme à l'encontre de la gynécologue

■ Le tribunal de Ain Ouessara (100 km au nord de Djelfa) a prononcé mercredi une peine d'un an de prison dont deux mois ferme, assortie d'une amende de 200 000 DA à l'encontre de la gynécologue, et six mois de prison dont deux mois ferme assortis de deux amendes de 50 000 et 100 000 DA à l'encontre des autres accusés impliqués dans l'affaire, à savoir trois sages-femmes, un surveillant et un permanencier.

Par Slim O.

L'acquittement assorti d'une amende de 16 000 DA a été prononcé à l'encontre du responsable de la morgue de l'hôpital d'Ain Ouessara, tandis que trois mis en cause qui étaient placés sous contrôle judiciaire ont bénéficié de l'acquittement. Les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour «homicide involontaire pour cause de négligence, non-respect du règlement en vigueur et refus volontaire de prêter assistance à une personne en danger». Ils sont poursuivis également pour les chefs d'accusation de faux et usage de faux, imitation et usage de cachet officiel, falsification d'un arrêt de travail ou d'invalidité par le médecin spécialiste de l'hôpital

de Ain Ouessara. Le parquet général près le tribunal de Ain Ouessara avait requis, le 21 septembre dernier, deux mois d'emprisonnement ferme assortis d'une amende de 100 000 DA à l'encontre de la gynécologue impliquée dans cette affaire et une année d'emprisonnement ferme assortie de 100 000 DA à l'encontre des autres mis en cause détenus (3 sages-femmes, directeur de permanence et contrôleur médical). Les faits remontent à la dernière semaine de juillet passé, lorsqu'une femme enceinte et son bébé ont trouvé la mort, suscitant une grande indignation de l'opinion publique. Suite à quoi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'est constitué partie

civile dans le procès. Le ministère de tutelle a également indiqué avoir immédiatement, après la survenue des faits, dépêché sur place une commission d'enquête constituée de trois inspecteurs et d'un professeur en gynécologie-obstétrique chargés de faire toute la lumière sur tous les aspects administratifs, organisationnels et médicaux de cette affaire. Tout en présentant ses condoléances à la famille de la défunte, le ministère de la Santé a informé que «toute personne ayant fait preuve de négligence et de laisser-aller dans cette affaire sera sévèrement sanctionnée à la lumière du rapport définitif que remettra la commission d'enquête, et ce, parallèlement à l'action en justice en cours»

S. O./APS

Médéa

Démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants opérant à travers plusieurs régions

UN RÉSEAU de trafiquants de stupéfiants, opérant à travers plusieurs régions du pays, a été démantelé récemment par les éléments de la police judiciaire (PJ) de Médéa, a-t-on appris mercredi auprès de la sûreté de wilaya. Agissant sur la base de renseignements faisant état d'un trafic de stupéfiants, alimenté à partir d'une wilaya de l'ouest du pays, les éléments de la police

judiciaire de Médéa ont procédé, lors d'un contrôle de véhicule, à l'arrestation d'un premier suspect, qui s'est avéré être le principal convoyeur de ce réseau de trafiquants, a indiqué la même source. La fouille du véhicule a permis de découvrir des plaquettes de kif traité, soigneusement dissimulées, destinées à être écoulées au niveau de la ville de Médéa, a-t-on ajouté,

précisant que l'enquête diligente par ce service de police a abouti à l'identification de deux autres complices, installés dans une grande wilaya de l'ouest du pays. Des plaquettes de kif traité ont été récupérées lors de l'arrestation de ces deux individus, opérée avec la coopération des services de la police judiciaire de leurs wilayas concernées, a-t-on signalé.

(APS)